

La Gazette Anacienne

RETOUR SUR UNE JOURNÉE DE TERRAIN

COMPRENDRE UNE RECHERCHE ACTION EN PRATIQUE CONSIDÉRER LES LIENS SOCIAUX D'ATTACHEMENTS DES ENFANTS CONFIÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AIN

Dans le cadre de notre master ANACIS à l'Université Lyon 2, il nous a été proposé de réaliser une journée de terrain afin de toucher du doigt le travail d'enquête.

Plusieurs propositions de thématiques ont été faites par les étudiants et à la suite d'un vote, c'est la recherche action effectuée dans le département de l'Ain, autour du capital social des enfants placés, qui a été retenue.

En effet, au-delà de son objectif, explicite, nous nous sommes intéressées à sa mise en œuvre concrète sur le terrain. Une rencontre avec Hélène GIBOT, chargée de mission à la DGAS du département nous a permis de comprendre l'origine et le déploiement de cette recherche action.

Puis, une rencontre de 3 professionnels de terrain de la maison de l'enfance de Bourg en Bresse a eu pour objectif de mieux saisir l'appropriation de cette recherche sur le terrain.

Ces deux temps ont été répartis entre le matin et l'après-midi, un repas a également été prévu sur le site de la maison de l'enfance. Deux grilles d'entretien semi-directif élaborés préalablement en équipe ont guidé ces 2 temps d'échange. Chaque entretien est prévu pour une heure et demie. Nous nous sommes répartis des rôles afin d'appréhender toutes les facettes de l'enquête.



Ainsi nous avons:

- des observateurs chargés de décrire les lieux, l'ambiance et les interactions
- des animateurs, chargés de mener l'entretien
- des capteurs de verbatim
- des analystes
- des coordinateurs synthétiseurs

Nous avons changé de rôle entre le matin et l'après-midi, ainsi chacun a pu s'essayer à au moins deux rôles.



TRAVAIL RÉALISÉ PAR DES ETUDIANTS EN MASTER ANACIS

Ludovic, Schéérazade, Clément, Tiphanie, Théo, Oumy, Mathilde, Victor, Sophie, Maxime

Sous la direction de Marine MAURIN, enseignante chercheuse à l'Université Lyon 2.



Nous arrivons à Bourg en Bresse dès le matin par le train ou en voiture. Nous sommes 10 étudiants, accompagnés de Marine MAURIN, enseignante chercheuse à l'Université Lyon 2.

Nous nous rendons devant la direction générale de l'action sociale de l'Ain (DGAS) ou encore appelé « le site de la Madeleine ».

Nous devons passer un portillon de sécurité et nous présenter à un agent. Puis, sur notre gauche, nous percevons que le lieu est en travaux, de nombreux panneaux de chantier bloquent la vue. Sur notre droite, se présente à nous un grand bâtiment tout en pierre avec de larges fenêtres. C'est un ancien hôpital psychiatrique. L'herbe aux alentours a été fraîchement coupée et des arbres arborent la contre-allée recouverte de gravier. Nous attendons ensuite pour passer deux portes vitrées fermées. Hélène Gibot nous ouvre et nous accueille

Nous entrons et tournons à droite dans un large couloir à plafond haut. Des panneaux, situés au-dessus des portes, longeant le couloir, indiquent les différents territoires du département.

Après seulement quelques pas nous entrons, sur la droite, dans une grande salle. Il y a des moulures sur les murs, plus de quatre mètres de hauteur sous plafond, du carrelage ancien et un gros lustre qui pend au centre de la pièce. Les tables sont positionnées de manière à former un rectangle. Nous rapprochons les tables afin de former un rectangle plus petit et ainsi nous rapprocher, créer une plus grande proximité.

RENCONTRE AVEC HELENE GIBOT

CHARGÉE DE MISSION A LA DGAS Une des ambassadrices de la recherche action



Rapidement, Hélène GIBOT se présente et nous propose de faire de même. Nous abordons le déroulement de la recherche-action sur le capital social des enfants confiés. Hélène GIBOT se montre enthousiaste et passionnée par le sujet.

Elle ne semble pas impressionnée par notre nombre.

Porter et prendre part à une recherche action sans en être à l'origine

« La notion de capital social m'a demandé beaucoup de temps pour le comprendre ».

Hélène GIBOT a en effet intégré la recherche action à sa prise de poste il y a 4 ans. Une année après le démarrage, elle a fait le choix d'intégrer l'ensemble des 3 groupes de travail organisés sur les 3 territoires du département pour s'approprier la notion et comprendre comment ce travail avait été construit.

Cette immersion lui permet d'en parler de « l'intérieur », de partager des exemples concrets. Elle nous présente le sujet avec une grande maîtrise. Hélène GIBOT nous explique d'ailleurs faire cet exercice régulièrement. Aujourd'hui, elle porte l'histoire de la démarche sans pour autant en être à l'origine.

En effet, c'est le directeur adjoint des solidarités, Mr CLEMENT qui a participé à un colloque qui présentait une expérience de recherche action sur le capital social dans un autre département. Il a immédiatement décidé de la mettre en place dans le département de l'Ain. Cette démarche lui a ainsi été imposée lors de sa prise de fonction avec l'objectif de "faire un diagnostic".

Au sujet de la recherche action Hélène GIBOT peut dire **« cela occupe beaucoup de mon temps » ; « les enfants doivent pouvoir se poser les questions : Sur qui je peux compter et pour qui je compte ? »**.

Hélène GIBOT nous paraît animée, passionnée et investit dans cette mission, elle abonde dans l'échange et à un débit de parole important.

Une recherche action qui institutionnalise le capital social

Selon H. GIBOT, la dynamique de travail au sein des 3 groupes de la recherche action a été différente, **« il y avait 3 salles, 3 ambiances »**. L'idée n'était pas de penser à une **« réponse uniformisée sur l'ensemble du territoire »**, mais de faire émerger **« les problématiques propres à chacun des territoires »**.

Au final, 21 fiches actions ont été créées avec les professionnels. Il n'est pas attendu de toutes les mettre en application pour chaque enfant accueilli. **« Ces fiches ne sont pas des guides de bonnes pratiques qui auraient la limite d'entraver la liberté des professionnels »**.

Même si certains ont été surpris de la nécessité de faire un fiche action par exemple pour l'organisation des anniversaires, pour la plupart des professionnels qui ont participé à la démarche.

H. GIBOT rapporte que le premier constat a été **« c'est fou, mais c'est du bon sens »**. Avec ces fiches actions, les établissements ont été dotés d'un budget capital social.

Pour illustrer la motivation du département, Hélène GIBOT raconte : **« On a dit dès le départ : allez-y, on le fera entrer dans le droit commun. » « On ne veut pas de ticket de CB mais savoir ce que ça apporte aux enfants »**.

On attend **« plus de qualité que de quantité »**.

H. GIBOT rapporte avoir entendu plusieurs professionnels dire **« avoir remis du sens à leur travail. »**

Défendre la démarche et la publiciser

L'enjeu aujourd'hui **« est de faire vivre les fiches »**, nous dit Hélène GIBOT.

Pour elle, **« il y a une histoire de partage (...) ce qui marche le mieux c'est par les témoignages, les exemples concrets. Ça illustre. Ça "parle" aux personnes »**

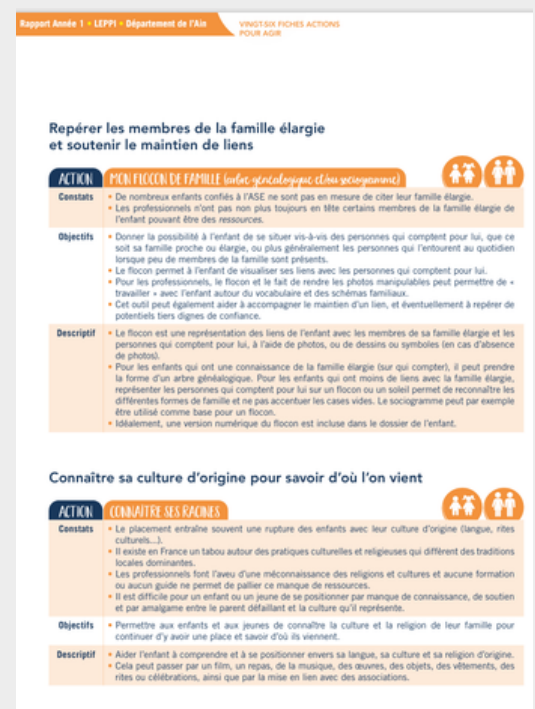
Elle explique consacrer 1h d'entretien à chaque nouvel assistant familial afin de lui présenter la démarche du capital social. Elle raconte avoir fait passer des questionnaires auprès des enfants, pour évaluer ce qu'ils ont tiré à court terme de la démarche du Capital social. Elle rapporte l'exemple d'un enfant qui a écrit : **« j'ai eu l'éduc pour moi tout seul, une heure pour une fois »**.

Elle donne ensuite plusieurs exemples d'organisation de fêtes d'anniversaire, de participation à des activités de loisirs. Elle nous raconte qu'une assistante familiale s'est rapprochée d'un comité de jumelage pour permettre aux enfants qu'elle accueille, originaires d'un pays d'Europe de l'Est, de reparler leur langue maternelle, manger des plats et renouer avec leur culture d'origine. Elle ponctue en disant : **« Waouh les beaux moments ! »**.

Il a parfois fallu lever des barrières juridiques, comme en autorisant un enfant accueilli à partir en compétition sportive avec un parent ou un entraîneur du club.

Les rapports d'activité des MECS comportent désormais une ligne capital social que Mme GIBOT rassemble et analyse chaque année. Pour elle, **« ce projet est devenu une évidence. »** Il n'y a plus de démarche de recherche action en cours mais il reste une volonté politique de maintenir la démarche.

Telle une ambassadrice, Hélène GIBOT a le souci de mettre à l'honneur toutes les actions portées par les acteurs de terrain et de continuer de convaincre et de convertir à la pertinence de cette démarche.



Exemple de fiche action

La faire vivre et la déployer

H. GIBOT précise que le suivi de la démarche du capital social « occupe beaucoup de son temps ». Plusieurs nouvelles actions sont en cours pour soutenir le déploiement de la démarche. Un des prochains objectifs est de nommer des référents « capital social » sur les MECS. Un autre objectif important est celui de relancer l'association ADEPAPE. Une 1^{ère} réunion a eu lieu et le bureau est constitué : Hélène GIBOT est optimiste.

Elle a mis en place un groupe des «**Ambassadeurs de l'enfance**».

Elle a déjà accompagné un groupe d'enfants interviewer un juge des enfants pour mieux comprendre comment les décisions juridiques sont prises. D'autres idées sont au travail.

Un point d'attention est porté pour les enfants qui changent de lieux d'accueil. H. GIBOT explique que « **la démarche n'est pas portée partout de la même manière, ce qui peut poser problème pour ces enfants** ».

Par ailleurs, elle souhaite mettre aussi l'accent sur «**les enfants à double vulnérabilité**». Le constat est fait qu'il n'y a également pas ou peu de liens pour le moment avec les établissements médico-sociaux et note aussi un problème de coordination entre la MDPH et les services de l'ASE.

Enfin, le départ à la retraite du directeur général administratifs des solidarités, en poste depuis près de 30 ans, est une étape importante. Il s'agira de voir quelles seront les nouvelles directives pour la démarche du capital social.

Temps de repas



À la suite de notre entretien au département, nous nous dirigeons vers le prochain lieu en voiture. Nous arrivons dans un parc avec des installations sportives, des arbres, une rivière et un pont qui la traverse. C'est là que se situe la **Maison Départementale de l'Enfance, dite "La Grande Maison"**.

Nous arrivons face à un portail fermé puis, après l'avoir ouvert nous rentrons avec le véhicule. Nous découvrons deux bâtiments plutôt récents, sur un ou deux étages, l'un est bien plus grand que l'autre. Nous nous dirigeons vers un parking rempli de voitures (voiture des professionnels travaillant au sein de l'institution). Le terrain est arboré, l'herbe est également fraîchement coupée, les chemins aménagés et des tables de pique-niques sont disposées à différents endroits. Deux professionnelles sont d'ailleurs attablées sur l'une d'elles. Nous allons poser nos affaires dans la salle de réception-réfectoire. La directrice de la maison de l'enfance nous accueille. On enchaîne sur une petite partie de babyfoot avant la visite.

Nous découvrons donc le premier bâtiment où se situent tous les groupes d'enfants. Nous traversons de longs couloirs menant vers différents groupes, de temps en temps nous rencontrons un mur de couleur. Pas facile de se repérer dès la première visite. Le bâtiment est grand, en effet, il héberge 80 enfants. Nous prenons le soin de ne pas monter sur les groupes où les enfants sont présents afin de ne pas s'immiscer dans leur quotidien, nous ne souhaitons pas les déranger. Nous n'avons donc pas croisé beaucoup de professionnels ou d'enfants. Le deuxième bâtiment est plus petit et sert à accueillir les parents, il est notamment utilisé pour les visites médiatisées. Chaque pièce a une fonction, ou est aménagée pour une tranche d'âge.

La Maison de l'Enfance nous a prévu un repas copieux pour l'occasion et nous allons le manger en vitesse dans la salle polyvalente, en effet, nous avons pris du retard. Cette salle est située au centre de la structure et accueille tous types d'événements durant l'année, elle n'a pas de fenêtre et les tables sont positionnées de sorte à constituer un grand rectangle. Nous continuons dans cette même salle avec un entretien collectif de trois professionnels de la maison de l'enfance. L'ambiance reste détendue, nous respectons nos rôles mais ceux qui ne sont pas animateurs se permettent également de rentrer dans l'échange vers la fin de l'interview.



RENCONTRE AVEC DES PROFESSIONNELS DE TERRAIN

3 TRAVAILLEURS SOCIAUX DE LA GRANDE MAISON



Prendre part

Marc a intégré la recherche-action dès le début. Il explique que la première étape consistait à réaliser un état des lieux des difficultés rencontrées. Il retient notamment le constat selon lequel certains jeunes ne disposent pas du réseau nécessaire pour accéder à certaines opportunités, comme la recherche d'un stage de troisième. Il reconnaît également avoir pu ressentir cette démarche comme une remise en question des pratiques professionnelles, tout en ajoutant avec recul qu'« **il y en avait peut-être bien besoin** ».

Coralie a repris la place de Manon dans les groupes de travail, une collègue qu'elle décrit comme particulièrement investie dans la démarche. Avec le renouvellement important de l'équipe, elle explique avoir dû « **prendre le wagon en marche sur la ligne d'arrivée** ». Elle précise également qu'elle n'avait pas connaissance de la notion de capital social avant d'intégrer la recherche-action.

Béatrice a intégré la démarche plus tardivement. Elle souligne que la participation reposait sur le volontariat des professionnels.

La place de la **sociologue**, Aude Kerivel, du Laboratoire LEPPi, est évoquée comme un élément central du projet. Marc affirme : « **Si elle n'avait pas été là, on ne serait pas allé au bout** ».

Donner sa part

Marc explique avoir partagé certaines de ses pratiques avec le groupe de travail, notamment autour des « **albums de vie** ». Il retient la richesse des échanges entre professionnels et la possibilité de découvrir d'autres manières de faire. Il souligne également l'importance de l'implication sur le long terme, la recherche-action s'étant déroulée sur quatre années.

Coralie

Educatrice Spé.
Groupe TIPI
Depuis 2024



Le groupe accueille actuellement huit garçons et deux filles. Elle explique exercer un travail similaire à celui de Marc mais avec des questions supplémentaires liées à la sexualité, au corps et à l'intimité. Elle décrit l'ambiance du groupe comme « assez rock'n'roll ». Elle constate également une augmentation des problématiques psychiques chez les jeunes accueillis : « Sur les 10 jeunes accueillis, 8 sont sous traitement ».

Béatrice

Monitrice Educatrice
Groupe CM-CP
Depuis 2012



Elle travaille au sein du centre maternel et parental. Le service dispose de cinq chambres mère-enfant ainsi que de deux à trois places pour les couples. Elle décrit les missions du service comme un accompagnement à la parentalité et à la création du lien mère-enfant. Elle souligne la diversité des situations accueillies et des profils rencontrés.

Marc

Educateur Spé.
Groupe Cabane
6-9 ans
Depuis 1991



Le groupe accueille 8 enfants ainsi que deux places d'urgence. Il souligne cependant que cette suroccupation est devenue permanente : « avec 2 éduc pour 10 enfants, on est censé en avoir 8 + 2 places d'urgence, cela reste de la théorie ». Il décrit ses missions comme un accompagnement du quotidien de l'enfant dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la vie familiale. Selon lui, les difficultés rencontrées par les enfants ont augmenté ces dernières années. Il évoque « de grosses prises en charge » ainsi qu'une augmentation des traitements médicaux : « il y a plus de traitements donnés aux enfants ». Il estime également que les enfants sont aujourd'hui plus intolérants à la frustration et considère que « on ne répond pas assez aux besoins de ces enfants. On serait bien avec 6 jeunes ».

Les groupes de travail avaient lieu le lundi et les réunions d'équipe le mardi, ce qui lui permettait de transmettre les réflexions menées dans le cadre du projet à ses collègues.

Recevoir une part

Marc estime que la recherche-action lui a apporté « **un nouveau souffle** ». Pour lui, l'essentiel ne réside pas dans les fiches actions elles-mêmes mais dans l'état d'esprit qu'elles véhiculent : « **les fiches actions n'ont aucune importance, ce que je retiens, c'est la philosophie du travail** ».

Il explique que le capital social a permis de développer le réseau partenarial et d'ouvrir le champ des possibles dans l'accompagnement des enfants. Il souligne également l'importance de permettre aux jeunes de conserver des liens avec les personnes rencontrées tout au long de leur parcours et de pouvoir se réapproprier leur histoire.

Béatrice explique que cette réflexion influence désormais directement sa pratique professionnelle : « **j'y pense tout de suite maintenant quand on accueille un nouveau** ». Elle estime également que la démarche a permis de lever certains freins institutionnels et financiers. Elle ajoute que « **nos écrits sont plus humains** ».

Marc considère enfin que cette démarche a contribué à augmenter le niveau d'exigence des professionnels et à renforcer leur attention aux liens développés par les enfants avec l'extérieur.

Traduction et appropriation de la recherche-action

Pour Béatrice, l'un des outils les plus marquants reste le sociogramme. Elle explique : « **Le sociogramme, ça parle. On a des mamans quand elles arrivent, les bulles sont vides. On a des personnes très isolées et seules.** »

Les professionnels évoquent plusieurs traductions concrètes du capital social dans leurs pratiques quotidiennes. Coralie cite notamment les inscriptions à des clubs sportifs, avec une volonté de ne pas inscrire tous les enfants dans les mêmes structures afin de multiplier les opportunités relationnelles.

Actions mises en place depuis la recherche action et répercussions

Au centre maternel et parental, plusieurs actions ont été développées : organisation des anniversaires des enfants des mamans accueillies, financement de trajets en train pour maintenir des liens avec des personnes ressources, décoration personnalisée des chambres, abonnements à des activités de loisirs, adhésion à des associations culturelles ou encore renforcement ponctuel de l'équipe afin de permettre à certaines mamans de participer à des activités extérieures.

Marc évoque l'organisation des anniversaires, qui a donné lieu à de nombreux retours d'invitation. Il mentionne également les colonies de vacances locales.

Coralie explique que tous les jeunes accueillis pratiquent une activité sportive. Cette démarche permet parfois de créer du lien avec les parents d'autres enfants, notamment autour du covoiturage. Elle évoque également l'appartement permettant de réunir les fratries ainsi que la mise en place d'une boîte à souvenirs destinée à conserver des éléments importants de l'histoire de vie de chaque enfant.

Les professionnels soulignent que l'institutionnalisation de ces actions a rendu certaines pratiques plus visibles et plus faciles à mettre en œuvre. Ils rappellent toutefois que leur réalisation dépend fortement de l'engagement des professionnels.

Les limites

Béatrice souligne les difficultés rencontrées par certaines mamans pour accéder aux loisirs, notamment lorsqu'elles ne disposent pas d'un mode de garde pour leur enfant.

Marc insiste sur l'augmentation des déplacements et du temps d'organisation nécessaires à la mise en œuvre des actions. Selon lui, ces démarches demandent « **de l'engagement** » et « **de la flexibilité** », ce qui peut générer de l'usure professionnelle lorsqu'une personne traverse une période plus difficile. Il estime également qu'une équipe bienveillante et des moyens humains supplémentaires faciliteraient la mise en œuvre des actions.



Il souligne enfin l'importance du rôle de l'encadrement dans la dynamique des équipes et dans la capacité à maintenir des espaces de réflexion autour des pratiques.

Coralie s'interroge sur la transmission de la notion de capital social aux nouveaux professionnels. Elle explique que le quotidien laisse parfois peu de place à ces échanges : **« Il faut faire des piqûres de rappel »**. Elle souligne également la complexité organisationnelle de certaines actions ainsi que le recours fréquent aux heures supplémentaires.

Budget alloué

Béatrice estime que de nombreuses actions ne nécessitent pas forcément des moyens financiers importants : **« tout ne coûte pas beaucoup d'argent, l'important est d'y penser »**. Elle explique avoir été initialement inquiète du coût potentiel des actions mais constate aujourd'hui que **« avec le capital social, ça passe »**.

Marc indique que le Département soutient les projets proposés par les équipes : **« le département a joué le jeu. On a le soutien budgétaire »**. Il précise que le budget de 36 000 euros attribué à la MDEA n'est pas réparti entre les groupes mais mobilisé en fonction des projets et des besoins.

Coralie explique que ce budget permet notamment de financer l'inscription de chaque jeune à une activité choisie individuellement.

Relation avec les parents autour des actions mises en place

Les professionnels indiquent que les relations avec les parents sont globalement positives. Béatrice explique qu'ils sont associés à certaines actions et participent notamment aux anniversaires. Ces moments constituent des temps d'échange intéressants avec les éducateurs.

Lorsque des refus sont observés, ils concernent principalement des situations où les parents s'opposent déjà aux mesures de placement.

Les professionnels précisent néanmoins que les familles ne sont pas systématiquement associées à la démarche de recherche-action lorsqu'il s'agit d'actes relevant de la vie quotidienne.

Les tensions et les épreuves

La mise en œuvre des fiches actions peut constituer une forme d'épreuve au sens où les accompagnements individuels sont multipliés, ayant notamment des effets sur les déplacements quotidiens. De plus, elles dépendent directement de l'engagement de chacun (proposition innovantes, aménagements d'horaires, possibilité de produire du temps pour faire vivre ces fiches...).

Une forme d'ambivalence peut être observée entre la crainte de certains professionnels que le budget vienne à manquer si ce projet s'ébruite de manière importante, et d'autre part le besoin de régulièrement faire des **« piqûres de rappel »** dans l'optique de créer une forme d'appropriation pour les nouveaux salariés.

Les limites et les questionnements qui demeurent de cette journée

- Le déploiement de ce projet visait davantage les enfants placés en MECS, mais il semble qu'il pourrait être pertinent de le déployer ailleurs (ITEP AEMO...). La question des enfants à double vulnérabilité persiste même s'il semble y avoir une volonté d'engager un travail autour de cette thématique dans l'avenir.
- Nous pouvons aussi nous questionner sur les résonances de cette recherche action (axée sur la singularisation) d'un point de vue de la vie du collectif au sein des institutions.
- La question de la création de capital social de l'enfant placé produit-elle des effets sur les liens familiaux ? (par exemple : cela pourrait-il produire une forme de défiance des familles à l'égard des professionnels et des institutions) .

POUR CONCLURE

La démarche que nous avons entreprise visait la compréhension d'une recherche action en pratique : celle de considérer les liens sociaux d'attachement des enfants placés, dans le département de l'Ain.

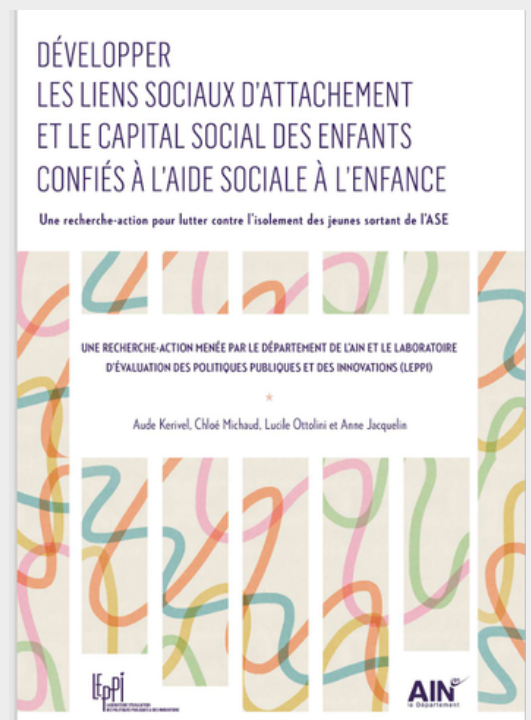
Un lien peut être fait avec les difficultés d'attractivité du métier d'éducateur : cette démarche semble avoir permis d'attirer davantage de professionnel en redynamisant le travail social face à un constat choc partagé par tous (celui de l'importance de la part d'anciens enfants placés parmi les sans domicile fixes : un quart).

Ce travail, étayé notamment par des images et verbatim, aura permis de consolider une culture et une philosophie interne tant en ouvrant la pensée qu'en permettant de remettre du sens dans les pratiques professionnelles.

Il est important de prendre en compte que le regard que nous avons porté a toutefois été limité pour plusieurs raisons :

D'une part, les personnes interrogées (uniquement des professionnels) étaient directement concernées et engagées dans la recherche action. Nous n'avons donc pas une vision objective du déploiement sur l'ensemble du département de l'Ain.

D'autre part, l'étude de la recherche action s'est faite uniquement au travers de recueils de discours. Par manque de temps, nous n'avons pas eu de temps d'observations de la mise en place d'actions concrètes auprès du public.



1ère page - rapport complet